

Coopération public privé dans les nouveaux services de vidéoprotection

Télécharger, Lire PDF

MEMOIRE

INSTITUT NATIONAL DES HAUTES ETUDES
DE LA SECURITE ET DE LA JUSTICE

Département sécurité économique



TÉLÉCHARGER

LIRE

ENGLISH VERSION

DOWNLOAD

READ

Description

Le déploiement massif de caméras de vidéoprotection est porteur de grands espoirs de développement de nouveaux services de sécurité pour la lutte contre la délinquance, le grand banditisme et le terrorisme.

La perception des systèmes de vidéoprotection par le grand public a changé, certainement guidée par l'effet anti-impunité de la simple présence des caméras mais aussi parce que l'histoire récente a fait ressortir bien davantage les aspects positifs des services rendus que les excès dans l'utilisation des systèmes.

L'Etat, architecte global de la sécurité, s'est largement investi pour donner un cadre juridique et économique afin de permettre aux collectivités locales de déployer des systèmes de vidéoprotection et d'organiser leur exploitation par la force publique.

Mais une nouvelle loi d'orientation et de programmation de la sécurité intérieure qui intégrera des personnes juridiques privées dans l'exploitation des systèmes de vidéoprotection est déjà à l'étude et des initiatives intercommunales visant à mutualiser les moyens opérationnels d'exploitation se multiplient.

Dans ce contexte, il importe d'organiser non seulement la dissémination des caméras et le

cadre légal de leur utilisation dans le respect de la constitution, mais aussi avec le souci d'efficacité maximale des services de protection déployés.

La réflexion stratégique doit prendre en compte la rupture technologique des réseaux d'information et des moyens de stockage et de traitement afin que les systèmes déployés servent les besoins de centralisation du renseignement à l'échelle nationale aussi bien que les problématiques locales ou intercommunales de sécurité. Elle intégrera à ce prix les deux dimensions indissociables de la vidéoprotection : l'utilité des capteurs disséminés pour appuyer les effectifs humains de sécurité et de renseignement mais aussi le contrôle de l'utilisation du système afin que le droit inaliénable au respect et à la protection de la vie privée soit partout préservé.

Points saillants de l'étude

- Pour éviter la dissémination de systèmes de vidéoprotection hétéroclites il est stratégiquement indispensable d'avoir une réflexion systémique globale sur la gestion des caméras et des enregistrements.
- De la centralisation des informations et de leur corrélation pourront naturellement émerger les conditions de déploiement de nouveaux services de lutte contre la délinquance et le terrorisme.
- L'établissement de règles précises d'implémentation et de raccordement des capteurs (caméras) évitera les dépenses inutiles et répétées et améliorera la gestion du parc d'équipement national.
- La multiplication des caméras doit être accompagnée de la multiplication des opérateurs d'exploitation de ces caméras. Un nécessaire partenariat public-privé est indispensable afin de répondre à cette exigence forte. De nouveaux partenariats seront aussi rendus possibles par l'émergence de nouveaux services

Perspectives

Cette étude a pour objet de montrer que la dissémination de caméras de vidéoprotection sur le territoire national aura un impact beaucoup plus important si elle s'effectue dans le cadre d'un système global dont la vocation est le renseignement et le contrôle. Elle entend défendre la place privilégiée de l'humain dans le processus de protection des citoyens tout en montrant la portée des nouveaux services qui peuvent être envisagés dans le cadre étendu d'un système de sécurité globale. Elle prend en compte les avancées législatives effectuées dans le domaine de la vidéoprotection depuis le texte fondateur de la loi Pasqua jusqu'aux ébauches de la future loi LOPPSI 2.

Enfin, la loi du 5 mars 2007 crée un nouveau cas de contrôle sur réquisitions du .. les agents

assermentés des services publics de transport terrestre, peuvent, au-delà .. Dans le cadre de la sphère privée, le droit positif relatif à l'identité des ... nécessairement être contrevenants), de coopération à l'œuvre de sécurité (un.

Afin de s'en assurer, il existe des certifications de produits et de services. . Conférence - Nouveaux risques liés aux systèmes d'information : quels impacts sur vos installations de sécurité physique ? . La mise en œuvre de caméras de vidéo protection en environnement urbain . Quelle coopération public / privé ?

21 janv. 1995 . I/ Vidéosurveillance et vidéoprotection au service de l'ordre public : .. vie privée, mais dans un environnement où l'ensemble de leurs actions et .. pas à de nombreux acteurs, les services de police eux-mêmes .. vidéosurveillance par les communes (ou par les établissements publics de coopération.

C. La vidéoprotection et le traitement .. 172) d'un pouvoir réglementaire pour l'organisation des services pla- . établissements publics de coopération intercommunale, sous réserve, concernant . a suspendu l'application dans le temps de ce nouveau texte, et a été supprimé par la Loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de.

Un nouveau centre de supervision urbain va voir le jour à Chambéry dans les . Les caméras peuvent renseigner sur tout ce qui se passe sur l'espace public,. celui-ci est remis à titre provisoire aux services de l'aide sociale à l'enfance par . A titre liminaire, l'article 17 substitue le terme de « vidéoprotection » à celui de . installés par une personne publique ou privée et destinés à filmer la voie publique. . établissements publics de coopération intercommunale détenteurs d'une.

25 juin 2013 . Etat des contrats de crédit-bail, de partenariats public-privé . Listes des établissements publics créés et des services individualisés .. scolaires dans les nouveaux quartiers ainsi que dans les quartiers en renouvellement urbain : .. Confirmant une communauté de vue dans une coopération exemplaire,.

Sécurité publique sécurité privée. partenariat ou conflit ? N°19. C. A. H. IE. R. S d. E .. le domaine de la vidéoprotection et 10 000 dans la sûreté ... et économiques, les stratégies de coopération privé-public, la législation, les services de sécurité et les ... publique. surtout les « nouveaux » états membres de l'UE ont une.

Gabriel Benesty, « L'établissement des systèmes de vidéoprotection par les collectivités territoriales après la LOPPSI 2 », Actualité juridique – Collectivités.

15 déc. 2016 . . opérateurs sur la zone privée . nouveaux EPCI adhérents au comité syndical du 13 octobre 2016. □ Discussions . Les services publics locaux : raccordement de 150 sites en 2016 et 150 sites en . 2017 (collèges . services numériques : Vidéoprotection. □ . l'insertion et de la coopération participative.

20 mai 2011 . mutualisation de services reste encore un chantier très expérimental, ... 3 « Un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité.

26 nov. 2009 . Services publics. Sous-Préfecture .. P9 – Tout savoir sur le Partenariat Public Privé. P10 – Les .. pour la réalisation de ce nouveau quartier car elle offre des .. À la veille de l'installation du système de vidéoprotection à. Divonne . En zone frontalière, la coopération entre services est de mise. Lorsqu'on.

26 nov. 2012 . Les contrats de partenariat public-privé constituent un mode de réalisation de . publics et services concourant aux missions de service public de . A maints égards, le PPP introduit de nouveaux concepts dans la sphère ... public, les illuminations festives, la signalisation tricolore et la vidéo-protection.

. nouvelle image ou biographie. > Visiter la Plate-forme Auteurs pour en savoir plus .

Coopération public privé dans les nouveaux services de vidéoprotection.

économique des contrats public-privé dans les domaines régaliens. . distingue des autres

services publics en ce qu'il renvoie, parmi les missions généralement .. de nouveaux champs de compétence tels que la mise en place de systèmes de vidéoprotection aux fins de prévention d'actes de terrorisme ou encore la.

De nouveaux moyens contre la délinquance . Développer la vidéoprotection, outil efficace de prévention et d'élucidation. 11 . la mutualisation et la coopération entre les forces de sécurité (police et . et les infractions violentes et collectives commises sur la voie publique, dans les .. ces modes opératoires, les services.

Administrations et entreprises ont huit mois pour se conformer au nouveau . L'amélioration de la coopération public-privé dans la sécurité est un enjeu majeur .. La vidéoprotection, une affaire avant tout de données - Silicon | Evnomia . Prévention, protection, réaction, formation et labellisation de solutions et de services.

de l'action publique et accroît ses capacités d'intervention pour sa commune qui en tire . Pour cela les services (hors Justice, Défense, Education, Finances, Police et ... agents de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale. .. Zones protégées : le maire doit veiller à ce qu'aucun nouveau.

2 févr. 2016 . Le Village by CA, premier espace de coopération dédié aux .. Doté d'un système de vidéoprotection évolutif, chaque . l'imprimante 3D par le grand public. ... performances et inventer de nouveaux services. . recommandations ultra pertinentes et ultra personnalisées, respectueuses de la vie privée.

25 août 2014 . La vidéoprotection a un impact significatif sur le taux d'élucidation . de Gendarmerie d'Ile-de-France en partenariat avec les services de . année consécutive de baisse et elle est à nouveau en diminution de . Comment sont coordonnés les différents acteurs (forces de l'ordre public et privé, transporteurs,.

7 sept. 2017 . de circulation, éclairages, vidéoprotection, services de voirie, etc. . proposer de nouveaux services publics numériques ... Dijon métropole est la structure de coopération . François-Mitterrand et nouvel hôpital privé Dijon-.

13 févr. 2017 . Valenciennes inaugure un nouveau système de vidéo-protection et s'inscrit dans . lui permettant d'appréhender au mieux les enjeux de sécurité publique sur son territoire. . Nous voulons continuer à développer cette coopération entre la . En fournissant des solutions et des services compétitifs, Huawei.

24 mai 2016 . Enfin, pour lutter contre la délinquance de voie publique et les cambriolages, la Région aidera communes, établissements publics de coopération intercommunales (EPCI) et établissements territoriaux (EPT) à renforcer la vidéoprotection. Achat et . Publier un nouveau commentaire . Aides & services.

publics et privées, dans les services en general et les urgences en particulier, ainsi . abords immédiats, de renforcer la coopération entre les dits établissements et les services de . réglementation et sécurisation des accès, vidéo protection.

Fiche n° 31 Aide à l'accessibilité des services publics aux personnes à .. période de 10 ans, le Département devra être obligatoirement informé du nouveau projet . de communes, tout programme marquant une réelle coopération .. En ce qui concerne les édifices ou le mobilier privé l'aide est subordonnée soit :

Vous êtes dans : Accueil Au quotidien Vidéoprotection . sont renforcés par la coopération avec la Direction Départementale de Sécurité Publique formalisée.

25 juin 2015 . Je me suis occupé de la coopération internationale, en étant notamment . charge de dossiers techniques comme la vidéo-protection, la sécurité privée, . publique, de la police judiciaire ou des services de renseignement. .. Depuis le 1^{er} janvier 2014, elle partage un nouveau code avec la gendarmerie.

30 janv. 2013 . de vidéoprotection à la S.A. « VINCI PARK Services » (Amiens .. des

ouvrages restent à la charge du propriétaire privé ou public sauf convention particulière. . et gère les nouveaux équipements et les nouveaux services . l'établissement public de coopération intercommunale ou le syndicat mixte ;

fonctionnement des services publics par l'intermédiaire de leurs délégués siégeant dans des .. Un établissement public de coopération intercommunale et le centre . MISE EN PLACE D'UN NOUVEAU CT : .. de gestion d'un service à une société privée ou une association (délégation d'un service CLAE à une.

nous répondons aux nouveaux besoins des . cela en étroite coopération avec les autres mé- . d'un partenariat public-privé (ppp) pre- .. de vidéoprotection.

1 janv. 2015 . des représentants des services de l'État désignés par le préfet ; . et des présidents des établissements publics de coopération .. de nouveaux plans locaux d'actions en matière de prévention de la . privé chargées d'une mission de service public proposant soit des .. l'équipement en vidéoprotection ;

13 juil. 2010 . FAVORISER LA VIDÉOPROTECTION SUR LA VOIE PUBLIQUE. .. suscitant alors un débat passionné sur le respect de la vie privée. Ainsi, la .. Toutefois, les services de police et de gendarmerie trouvent un bénéfice ... communes et des établissements de coopération intercommunale, mais le nouveau.

1 déc. 2016 . . international a dévoilé un nouveau plan de 42,7 millions d'euros. . touristiques grâce, entre autres, à des équipements de vidéo protection.

15 mars 2010 . Inauguré le 8 mars, le nouveau centre de surveillance urbaine . Grâce à son plan de « vidéoprotection », Nice est devenue la ville la plus surveillée de France . Connus des services de police, ce sont « des valeurs sûres », comme on dit dans le jargon . Un responsable public doit jouer les amortisseurs.

30 oct. 2015 . Services de l'Etat en Nouvelle-Calédonie . Sécurité et protection de la population · Coopération régionale . L'installation de caméras de vidéoprotection (ou vidéosurveillance) par les autorités publiques, des personnes morales de droit privé éventuellement, est possible sur la voie publique ou dans des.

19 août 2010 . la vidéosurveillance est peu efficace, et elle coûte cher. . constitutionnel censure un article ne respectant pas la vie privée . vers un nouveau développement de la vidéo-surveillance .. La vidéosurveillance des lieux publics par les autorités publiques ou les services répressifs . spécial de coopération.

La vidéosurveillance est un outil au service de la politique de sécurité et de prévention de la délinquance. Son rôle est de prévenir l'atteinte aux personnes et.

29 juin 2016 . Interconnexion du réseau FTTH public avec les réseaux des .. Le présent dossier tient compte, notamment, du nouveau cahier des . expliquent le « profil » des Yvelines, en matière de services . Estimant, dans le même temps, que l'initiative privée ne suffira pas à répondre à la totalité des besoins,.

Les contrats de partenariat public-privé, Guide juridique des marchés publics, Weka, 2012 . sur les structures publiques hospitalières de coopération informatique (2011), .. Nouveau seuil pour les marchés publics, une initiative louable ?, AJ . La validation législative des contrats pour la gestion des services publics.

1 mars 2016 . 2. sécurisation des sites sensibles (vidéoprotection et hors vidéoprotection) . étroite avec les services de police et de justice devra être mise en . nouveau en lieu et place d'actions générales et collectives de . les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale ;

19 nov. 2009 . École nationale d'administration publique (Québec). 2009 .. le vidéo, veuillez communiquer avec notre webmestre au webmaster@priv.gc.ca.

Saisir les services de l'État . Consultation du public . permet d'avancer sur des problématiques

communes et sur des pistes de coopération à développer en.

26 juin 2008 . Si le public circulant dans les viseurs des caméras est . publics de coopération intercommunale qui financent la vidéoprotection d'être . Le partenariat entre les services de police ou de gendarmerie et la .. Droit des collectivités locales Rappel aux nouveaux conseils élus... une . RSS 2.0 | Espace privé.

Sécuriser la ville > Partie 5 Les solutions techniques de services publics . qui dispose que toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son.

5 juil. 2011 . Il s'agit notamment des articles portant sur la vidéo protection, la police . les habitats illicites, la sécurité privée, ou encore la police municipale. . Cet article s'applique également aux établissements publics de coopération intercommunale . Possibilité de transmettre aux services chargés du maintien de.

1 mars 2017 . Les sociétés de sécurité privée font désormais largement partie de notre quotidien : au bureau, dans les grandes surfaces, et même dans les.

6 janv. 2017 . CONVENTION LOCALE DE COOPERATION DE SECURITE . Le président de l'établissement public de coopération intercommunale à . entreprises prestataires de sécurité privée agissant pour leur . création d'un parking sécurisé pour les poids lourds, la mise en place d'un système de vidéoprotection,.

que les représentants des professions, des services et des associations confrontés aux .. Le présent article est applicable aux salariés des employeurs de droit privé, ainsi qu'au personnel des .. public de coopération intercommunale d'un conseil local de sécurité et de prévention de .. des dispositifs de vidéoprotection.

8 mars 2016 . La vidéoprotection a débuté en 2007 et après le maillage des quartiers . les nouveaux bâtiments de la police municipale, place Saint-Louis. . en exergue la coopération entre la Ville, la police nationale et Advivo. . Cela reviendra à installer des caméras dans un lieu privé dont le . MARCHÉS PUBLICS.

27 janv. 2016 . Depuis le 15 janvier, les 5 premières caméras de vidéosurveillance ont été mises en service à Caen. . Il y a une coopération exemplaire à Caen. . Jean-François Papineau, directeur départemental de la sécurité publique. . Les zones d'habitation sont cachées afin de protéger la vie privée des gens ».

La vidéoprotection des lieux ou établissements ouverts au public p.15 . b) Les conditions tenant à la transmission des images aux services de police ... personne morale, « autorité publique » ou « personne morale de droit privé » ayant la . Lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale exerce la.

Mais certains dispositifs dans des lieux non ouverts au public peuvent relever d'une autorisation de la Cnil. Voir Déclarer un dispositif de vidéosurveillance dans.

7 juil. 2011 . B - L'évolution de la délinquance mesurée par les services de la police. .. IV - La nécessité d'un nouveau partage du territoire entre les deux forces. ... essentiellement les communes et leurs établissements de coopération . de système de vidéosurveillance de la voie publique. L'enquête de la Cour et.

6 oct. 2016 . Ce nouveau service intervient sur l'ensemble du territoire parisien, . services municipaux et des signalements d'atteintes à la tranquillité publique recensées par . La coopération entre les principaux partenaires publics parisiens ... 5 millions d'euros le Plan de vidéo-protection pour Paris (PVPP) : ce sont.

3.1 L'implantation de la vidéosurveillance dans les espaces publics des .. (identifier et améliorer le travail d'élucidation des services de police). .. CA (millions d'euros de la sécurité privée) 12974,1 14197 15415 15742,5 .. Lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale exerce la compétence relative.

31 août 2015 . Pour les pouvoirs publics, il y a urgence à s'assurer de la capacité des . va ainsi

faire l'objet d'une inspection par les services de la DREAL en charge . vitale » à de nouveaux établissements SEVESO au regard de la nature de . en lumière la nécessité d'une bonne coopération public/privé sur le sujet,.

public et privé, OPH. DE 18 À . Cadre de la coopération avec la . 5Principal actionnaire : Info Services Holding. Société ... qualification d'un lieu public, ouvert au public ou privé. .. A ce titre, la circulaire du 12 mars 2009 a de nouveau in.

Parmi les biens en main privée, certains sont classés au titre des .. au nouveau conservateur, responsable des collections, lorsqu'il prend ses fonctions. . des établissements publics et services de l'État (musées nationaux, . culturels mais aussi, en cas de vol, des outils de coopération et d'aide à l'identification par un.

la Mairie, à l'Office de Tourisme, dans tous les services municipaux . UNSS d'aviron - Déjeuner-mémoire - Réunion publique .. La vidéoprotection s'avère être l'un des .. Leur coopération progresse et de nouveaux moyens se . plan privé.

26 avr. 2013 . Installés sur la voie publique et dans les lieux accueillant du public, ils permettent de . il doit être tenu compte des règles de respect de la vie privée et des libertés . Le maire désigne, au sein des services municipaux, l'interlocuteur compétent à qui .. Plus de 500 articles nouveaux ont ainsi été adoptés.

Jumelage · Coopération décentralisée · Carte jumelage et coopération . Police municipale, vidéo-protection et vidéo-verbalisation . + 8 Agents de Surveillance de la Voie Publique chargés du Stationnement Payant et Gênant . 17 agents se relaient au sein du nouveau Centre de protection urbaine (vidéoprotection), qui.

3 août 2007 . GT8 VIDÉOPROTECTION ET TÉLÉSURVEILLANCE .. issus des sphères publique et privée. • Rejoignez le débat en tant qu'expert et . des innovations, de nouveaux services. Il faut souligner ... coopération est renforcée.

10 nov. 2017 . La sécurité et la lutte contre la délinquance de nouveau au cœur de . Des policiers et gendarmes plus nombreux et plus présents sur la voie publique; Des . de l'équipement en vidéo-protection des communes et réseaux de transports . réseaux de transports, services et bailleurs sociaux, sécurité privée,.

27 mars 2014 . On parle alors de caméras de voie publique et de caméras de site. . dans un lieu privé ou des locaux professionnels qui n'accueillent pas de public. ... des traitements gérés par les organismes de coopération internationale. . l'inscription au FOVeS est effectuée par les services de police ou les unités de.

1 – La capacité de chaque EPCI (Etablissement Public de Coopération . en fonction de l'intégration de nouveaux membres au sein de MOSELLE FIBRE. . Outre les usages du cercle privé, le Très Haut Débit est un facteur essentiel au . vidéo-protection, démarches administratives en ligne, e-services innovants...).

10 oct. 2017 . La vidéoprotection est un système de caméras et de transmission . Ce système est mis en place dans un espace public ou bien dans un milieu privé. . de caméras supplémentaire si développement de nouveaux besoins. .. En effet, Equant est une entreprise de services de télécommunications pour les.

10 févr. 2017 . les services de l'Etat dans le Nord . De plus, pour la vidéoprotection de voie publique, les collectivités territoriales, les bailleurs et . Les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale

Quelles nouvelles normes techniques pour la vidéoprotection ? . Vie au Travail (QVT), l'Innovation Managériale (IM) et la coopération le mercredi 11 octobre . Organisées par l'Assistance publique des hôpitaux de Paris à la Faculté de médecine de la . 12ème journée nationale des IPRP de Services de Santé au Travail.

22 févr. 2016 . des services, selon vos besoins. .. Vidéoprotection des espaces publics . . . Si

cette compétence a été déléguée à un Établissement Public de Coopération . de la propriété de l'ouvrage dans le domaine privé ou public de la collectivité pour une ... la réalisation de nouveaux programmes de logements.

Les stratégies d'usages et de services numériques n'ont pas vocation à .. la médiation numérique est un levier nouveau pour que les services de e-santé, ... encore des technologies désirées largement (vidéo-protection par exemple). ... les partenariats public/privé et les pratiques de coopération prennent tout leur sens.